Le Président du Dahomey, Son Excellence Hubert Maga

**Actions progressives, mais positives**

 Alors que les regards de l'Afrique et du monde sont fixés sur Addis-Abéba où se trouvent réunis pour la première fois les chefs d'Etat des pays africains indépendants, il me revient le suprême honneur de transmettre à Votre Majesté Impériale le message d'amitié et d'admiration dont m'ont chargé les Dahoméens qui n'ignorent pas le rôle illustre qu'a joué à travers les âges le royaume d'Ethiopie, symbole de la pérennité de la civilisation africaine. Il m'appartient également d'exprimer toute la joie de la République du Dahomey de participer à ce que les historiens appelleront du nom qu'ils voudront, mais que je considère, quant à moi, comme le «Sommet africain » avec un grand S.

La réunion d’Addis-Abeba, pour moi, après celles de Monrovia puis de Lagos, revêt une importance exceptionnelle pour des raisons multiples qu'aucun des chefs d'Etat ici présents n'ignore. Je ne saurais pour autant prétendre me livrer, dans les propos qui vont suivre, à une énumération exhaustive de ces raisons, tant il est vrai - et il faut le dire honnêtement - qu'elles sont susceptibles de varier en nature et en intensité avec les hommes, les pays, et, bien entendu avec ce que les spécialistes de l'Histoire politique de l'Afrique actuelle appellent les groupes.

Me permettez-vous cependant d'admettre que nous placions cette conférence sous le signe d'un grand espoir.

Espoir de voir s'élaborer les bases de l'Unité africaine.

Espoir qu'aboutisse rapidement cette unité désirée depuis longtemps par tous.

Espoir que les débats de cette conférence nous conduisent, sinon à une concordance complète des points de vue, du moins à un accord raisonnable sur les solutions qui sont de nature à nous rapprocher face aux problèmes d'intérêts communs.

Espoir surtout que cette conférence au sommet d'Addis-Abéba ne se bornera pas au seul «contact», à la seule «première rencontre » des deux groupes, comme veulent l'insinuer certains spécialistes des questions africaines, mais qu'elle sera à la fois contact et action, contact et décision.

Les problèmes qui vont être soulevés au cours de la présente conférence, sont nombreux, sont variés et ils demeurent tous préoccupants.

Si le principe de les exposer dans leur intégrité devant les éminentes délégations ici rassemblées est une tache relativement facile, il ne semble pas qu'il puisse en être de même pour leur degré d'importance et leur caractère d'urgence.

Puisqu’aussi bien je pense qu’il s’agit, avant tout, d’exposer à cette conférence des objectifs, des problèmes généraux d’intérêt commun, dont la réalisation par voie de conséquence serait faite et assumée en commun, j’accorderais la primauté des débats à la tâche de décolonisation qui me paraît, à l’heure actuelle, l’une des plus importantes préoccupations de la politique extérieure de tout Etat africain.

En effet, bon nombre de nos frères groupés en plus de vingt territoires restent encore sous le joug de l’impérialisme, en dépit de leurs cris, de leurs efforts et de leur lutte pour la libération.

 Face à cette situation, il convient que des conférences africaines, et notamment celle à laquelle nous assistons, ne se contentent plus simplement de dénoncer et condamner, même en termes véhéments, le colonialisme : il faudra désormais prendre des dispositions pratiques de combat pour en finir avec les survivances du colonialisme en terre d’Afrique.

 L’Unité africaine, comme je le soulignais précédemment, pourrait être le second grand point de nos débats.

 Il semble évident, en effet, que le moment est maintenant venu pour les africains, qui ont presque tous recouvré leur liberté, de définir en commun l’avenir qu’ils désirent se donner. Car il ne fait pas de doute que c’est ensemble qu’ils se sentent désormais appelés à vivre, et non plus séparés, comme jusqu’alors par les barrières artificielles de langues, de législations et de coutumes héritées de l’étranger.

 Afin de bâtir cet avenir commun sur des bases solides, il leur faut maintenant s’attacher à éliminer tout ce qui est de nature à les diviser et à les opposer. Il leur faut au contraire rechercher tout ce qui peut les rapprocher et les unir, notamment, des mesures simples et pratiques, dont l’application sincère révèlera une bien plus grande efficacité que des projets ambitieux mais chimériques dans le contexte actuel.

 Les responsabilités de la Conférence d’Addis-Abéba, vues dans cette perspective, apparaissent à la fois très exaltantes, mais également très lourdes. L’Unité africaine, bien que ne pouvant être obtenue d’un seul coup, ne paraît pas pour autant comme un but lointain: c’est une tâche accessible, réalisable sinon immédiatement, du moins progressivement, par des créations concrètes et positives dont nous pouvons trouver les bases et les jalons ici même.

 La coopération inter-Etats devrait se situer, elle aussi, en bonne place dans nos débats. Qu’il s’agisse de coopération économique, de coopération technique, de coopération tout court, les chefs d’Etat africains et malgache auront à accomplir dans ce domaine précis une œuvre délicate, car c’est essentiellement à l’établissement des moyens pratiques de cette coopération que l’homme africain moyen –l’homme tout court– les jugera en bien ou en mal et décidera si cette réunion au sommet a été une réussite ou un échec.

 Trois ans d’expérience dans l’indépendance ont, en effet, montré à la plupart des pays africains que la coopération réelle, qui se manifeste effectivement, est seule viable et valable là où des projets sensationnels échouent.

 Le développement des échanges, par exemples, nous apparaît d’une urgente nécessité.

 Malgré les affinités du sang et de la géographie, nous sommes sur ce point encore bien trop souvent les uns pour les autres des étrangers qui s’ignorent. Certaines frontières, qui ethniquement n’existent pas, sont en fait devenues, de par les rivalités qu’elles ont enracinées, de véritables fossés. Comblons donc ces fossés, faisons circuler davantage entre nous, les hommes, les marchandises et les capitaux, renforçons de mille façons les liens qui nous unissent et, peu à peu, le sentiment, encore latent de l’appartenance à une même grande famille, deviendra d’Alger au Cap et de Dakar à Nairobi si fort et si évident que l’union organique des différents Etats africains se réalisera alors d’elle-même.

 D’autres problèmes, à des degrés divers, présentent aussi des points d’intérêt commun : le Marché commun, la dénucléarisation du continent africain.

 Pour ce qui est du Marché Commun – Marché Commun africain s’entend – le principe est désormais admis par la majorité des pays d’Afrique. Il faut passer à la phase de recherche des moyens et des conditions de sa réalisation. Le travail préparatoire sera long, et nécessitera de la patience ; il nécessitera en outre que les querelles de préséances et prééminence entre grands et petits, entre Etats économiquement forts et ceux plus faibles, cèdent le pas à l’intérêt bien compris de l’Afrique tout entière. Le jeu en vaut la chandelle et l’expérience mérite d’être tentée.

 La cessation des essais atomiques et thermonucléaires dans le continent est un problème qu’il faut aborder franchement, mais objectivement. Or nous ne ferions pas un examen franc et objectif de ce problème si, condamnant certaines expériences, nous fermions les yeux sur des expériences de même nature ailleurs dans le monde. La contamination de l’atmosphère terrestre par les radiations atomiques reste un danger pour toute l’humanité.

 Aussi, devrons-nous prendre des positions fermes sur toutes les expériences atomiques, qu’elles soient françaises, américaines, russes ou bientôt chinoises...

 Pour l’instant, il convient de demeurer réalistes et d’éviter les formules à priori. Je souhaite, pour ma part, que cette conférence engage nos Etats, sur la base de leur entière souveraineté, dans une phase de solidarité renforcée, notamment dans le domaine économique, de la diplomatie et de la défense. Le Dahomey se tient prêt, quant à lui, à souscrire sans réserve à une telle politique d’harmonisation concertée. Son appartenance son Conseil de l’Entente et à l’Union Africaine et Malgache, son adhésion à la Charte de Lagos l’ont en effet déjà engagé dans cette voie, qu’il considère comme la seule susceptible de conduire progressivement à l’unité tout en respectant la personnalité et l’indépendance de chacun des Etats africains.

 Ce respect de la liberté d’autrui, et le principe qui en découle, de non-ingérence dans les affaires intérieures d’un autre pays, sont d’ailleurs à la base de la position adoptée par le Dahomey en toutes circonstances.

Votre Majesté Impériale, Excellences, Mesdames, Messieurs, je ne doute pas que le désir de tous les participants à cette conférence n’aboutisse à des résultats concrets et positifs, en permettant de dresser un bilan objectif de nos possibilités et de nos moyens et de porter notre action sur les divers domaines où les échanges et la coopération peuvent être utilement développés et renforcés.

 Ce souci de construire sur notre continent un nouvel ordre économique et politique apportera aux peuples africains les conditions de plus de dignité et de bien-être et il concrétisera le grand espoir qui s’est levé parmi eux de voir s’effacer enfin les clivages absurdes qui nous ont été imposés par la colonisation.

 Je m’en voudrais de prolonger cet exposé qui n’est en fait qu’un aperçu synoptique de nombreux problèmes que la délégation du Dahomey aimerait voir posés à cette conférence, souhaitant en outre que pour les plus graves, les plus importants et les plus urgents, des solutions soient trouvées dans l’intérêt supérieur de l’Afrique et des Africains.

 Je terminerais en formulant l’espoir que le message de la Conférence d’Addis-Abéba soit d’une portée assez haute pour inciter les puissances mondiales à affronter les problèmes de l’humanité en tenant compte des aspirations de tous ceux qui la composent de façon à assurer un équilibre et une paix durables.